

Berlusconi devra démissionner



3 Silvio Berlusconi a été Premier ministre à trois reprises en Italie entre 1994 et 2011.



Ce n'est pas l'opposition qui a changé les rapports de pouvoir à l'intérieur de la majorité. Ce sont les députés du propre parti de S.B. qui ont progressivement fui le parti.

Gianfranco Fini, l'allié qui l'a lâché l'an dernier, a par contre joué un rôle important dans la chute de Berlusconi.

Oui. La défection de Gianfranco Fini avait donné un coup très fort à la majorité. Mais ce n'était pas un coup mortel. S.B. avait réussi à emporter un vote de confiance en

décembre et un autre à nouveau en octobre dernier. Jusqu'il y a un mois, S.B. avait un contrôle assez fort sur la majorité.

Le coup fatal est venu de l'Europe ?

Je pense que ça a beaucoup joué. Les citoyens ont aussi commencé à sentir beaucoup plus fort les effets de la crise. Et il y a le poids progressif des scandales qui ont commencé à miner la légitimité du Premier ministre. Je pense que c'est une série d'éléments qui ont donné le coup mortel. ■

«faire le bien pour le pays»

Peu après sa rencontre avec le président italien Giorgio Napolitano, Silvio Berlusconi a téléphoné à l'une de ses chaînes de télévision pour expliquer sa prochaine démission. «L'important c'est de faire le bien pour le pays», a-t-il affirmé.

Avant de poursuivre : «Il faut se préoccuper de la situation italienne, de ce qui se passe sur les marchés, du fait que les marchés ne croient pas que l'Italie soit capable ou ait l'intention d'approuver ces mesures que l'Europe a demandées».

Une triste fin politique, un boulevard pour la justice

Jusqu'au bout, Silvio Berlusconi aura tenté de s'accrocher à son poste. «Ça aurait été beaucoup plus simple pour lui de démissionner à la fin de la semaine passée et éviter la spéculation sur les marchés», explique Giulia Sandri, politologue à l'ULB.

Mais si le Cavaliere s'est accroché de la sorte, c'est parce qu'il n'avait «aucun intérêt à abandonner son poste, fait remarquer Mme Sandri. Dès qu'il perdra l'immunité liée à son poste, il risque d'être amené à se présenter au tribunal très rapidement.»

Le magnat italien traîne en effet quelques casseroles derrière lui. Actuellement, il doit faire face à au moins trois procès : un

pour corruption (Mills), un pour fraude fiscale (Mediaset) et un pour abus de pouvoir (Rubagate).

Mais il n'y a pas que sur le plan judiciaire que Silvio Berlusconi a du souci à se faire. Économiquement, il a également beaucoup à perdre.

«Ça, c'est clair», réagit Giulia Sandri. Et la politologue d'épingler qu'hier matin, le Cavaliere n'était pas à Rome, où se trouvent les institutions politiques, mais à Milan, son fief, où il assistait «à une réunion avec ses avocats et ses deux enfants, les aînés, qui gèrent son empire médiatique et économique. C'est un signe clair qu'il est en train de se préoccuper de son empire et de ce qu'il va se passer

pour celui-ci».

Preuve que ses craintes sont légitimes, l'action de Mediaset, le groupe audiovisuel qu'il possède, a clôturé hier la séance dans le rouge (-2,94 %) alors que l'indice de la Bourse de Milan terminait dans le vert (+0,74 %). À l'instar des autres places boursières d'Europe.

«Il y a toujours l'espoir que l'Italie puisse se doter bientôt d'un nouveau gouvernement avec le cran et la capacité de mettre en œuvre des réformes structurelles majeures», expliquait hier un analyste à l'AFP. Une vision similaire à celle de Mme Sandri se dit «presque certaine qu'il (M. Berlusconi) ne sera plus Premier ministre à la fin de la semaine». ■ **F.-X. G.**

WEX
MARCHE-EN-FAMENNE
18/20 NOV 2011

SALON Energies+
Economies d'énergie & bâtiment durable

ENREGISTREZ VOTRE **ENTRÉE GRATUITE** VIA
www.energiesplus.be/guestcode [CODE 3333]